



Photo AFP

Affolement général

Tout s'était bien passé, l'accord pour « sauver la Grèce » avait fini par être signé au sommet européen. Un accord « à l'arraché », mais un accord quand même, « apaisant » les marchés financiers... Mais voilà, les travailleurs grecs n'acceptent pas. Dressés avec leurs organisations syndicales dans une grève générale historique les 19 et 20 octobre, ils sont redescendus dans la rue le 28, entraînant tout le peuple de Grèce. Le gouvernement, perdant ses soutiens les uns après les autres, excepté celui des émissaires de la « troïka » (FMI-BCE-Union européenne), s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la crise. C'est dans ces conditions que, sans avertir personne, Papandréou a déclaré qu'il soumettrait les termes de l'accord européen à un référendum. Ce qui a fait l'effet d'une étincelle sur un baril de poudre.

Les Bourses s'effondrent. Affolement général des chefs d'Etat et de l'Union européenne.

Les Obama, Sarkozy, Merkel se font menaçants. Car même si un tel référendum n'aurait lieu, semble-t-il, qu'en janvier 2012, et si sa convocation est suspendue au vote de confiance du Parlement grec du 4 novembre, la simple hypothèse que le peuple grec puisse avoir son mot à dire sur les mesures barbares que la « troïka » veut lui imposer, et qu'il rejette par sa lutte de classe, provoque la panique à la veille du sommet du G 20. Plus que jamais, l'appel lancé le 1^{er} octobre par des militants de toute l'Europe au meeting internationaliste du POI est au cœur de la situation : « Aucune mesure de rigueur n'est acceptable, retrait des plans, défense des revendications ! La dette n'est pas celle des peuples : annulation ! Aucune soumission au consensus sur la réduction des déficits publics : indépendance du mouvement ouvrier ! Non à la dictature de la troïka FMI-UE-BCE ! »

C. K. et D. F.

Grèce : “Objectivement, les temps sont mûrs pour une révolution” (“Les Echos”)

Après l'annonce par Papandréou d'un référendum

Christel Keiser et Dominique Ferré

Q u'est-ce qui peut expliquer l'annonce d'un référendum par Papandréou, que certains commentateurs assimilent à une

« fuite en avant », voire à un acte dément ? Trois jours avant l'annonce de Papandréou, et malgré la signature de l'accord du « sommet européen », l'éditorialiste des Echos (28 octobre) s'inquiétait de ce qu'« objectivement, les temps sont mûrs pour une révolution ».

Ce qui s'est passé lors de la grève générale des 19 et 20 octobre (lire notre précédent numéro) n'est rien d'autre que le soulèvement de tout un peuple, avec en son centre la classe ouvrière qui se dresse avec ses organisations contre les mesures barbares imposées par la « troïka » : 30 000 licenciements dans la fonction publique, jusqu'à 40 % de baisse des salaires des fonctionnaires, liquidation de toutes les conventions collectives qui s'ajoutent aux dizaines d'autres mesures du même type mises en œuvre depuis un an et demi.

LE 28 OCTOBRE À THESSALONIQUE...

Ce qui s'est produit le 28 octobre à Thessalonique et dans d'autres villes de Grèce marque toute la situation (lire l'interview d'Helène Zografaké-Telemè).

Aliki Papadomichelaki, militante de Synaspismos (1), nous indique ce mardi 1^{er} novembre au matin : « Le 28 octobre, c'est la journée où le peuple grec a dit “non” à l'invasion des troupes fascistes italiennes en 1940. C'est traditionnellement une journée de fête nationale, avec défilé militaire. Ce 28 octobre 2011, au lendemain de la grève générale des 19 et 20 octobre, à Thessalonique où le président de la République devait superviser le défilé, les gens sont descendus par milliers sur le parcours au cri de : “Vous êtes des renégats !”, adressé aux représentants du gouvernement. Il y a eu de telles manifestations dans toutes les villes de Grèce.

A Athènes, où le 28 octobre est organisé un défilé des étudiants, ceux-ci tournaient délibérément le dos au podium sur lequel se tenaient les représentants du gouvernement, en signe de protestation. Dans de nombreux endroits du pays, après l'hymne national qui clôturait les cérémonies, les gens entonnaient les chants révolutionnaires des Partisans. Ces manifestations ont créé un climat impossible pour le gouvernement, et tout particulièrement dans le Pasok, le parti de Papandréou. Je pense que si Papandréou a fait cette annonce du référendum, c'est parce qu'il a peur de la suite, il a peur des prochaines élections, il a peur que son parti s'effondre, il a peur y compris pour son propre avenir en Grèce. C'est le “saut dans le vide”. A ce stade, nous ne connaissons pas le détail sur ce référendum, ni quand il doit avoir lieu. On dit qu'il porterait sur le “second memorandum” dont le contenu n'est pour

le moment pas rendu public. Une chose est certaine : ce gouvernement n'a plus le droit de gouverner, il faut qu'il s'en aille. »

“LES CRAINTES QUE LA GRÈCE ÉCHAPPE À TOUT CONTRÔLE”

Le Financial Times (1^{er} novembre) indique : « La décision du Premier ministre a renforcé les craintes que la politique intérieure délogée de la Grèce échappe à tout contrôle dans un contexte d'une colère populaire croissante au sujet des réductions d'emplois dans la fonction publique et de la hausse des impôts. (...) Un représentant de l'Union européenne a déclaré au Financial Times que (...) personne ne s'attendait à cette annonce d'un référendum qui éclate comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. » Un « ciel serein » ? Pas dans les usines, les écoles, les administrations ou les villages. Pas dans la Grèce qui souffre et qui peine du fait des mesures de la troïka. Le Financial Times cite lui-même « un sondage d'opinion (qui montre que) plus de 60 % des Grecs sont opposés aux conditions du nouvel accord, qui entraînerait 100 000 suppressions d'emplois dans les trois prochaines années et d'importantes réductions dans les retraites »... qui s'ajoutent à toutes les autres.

“LE PAYS EST PARALYSÉ DEPUIS PLUS D'UN MOIS”

Le Figaro (1^{er} novembre) commente pour sa part : « La décision n'a surpris que par sa forme. Sous la pression de son peuple (...), le Premier ministre grec a annoncé hier

“La Grèce échappe à tout contrôle dans un contexte d'une colère populaire croissante”

Le Financial Times

Les dernières 24 heures

LE 31 OCTOBRE

Dans un discours adressé aux députés, le Premier ministre grec, Georges Papandréou, annonce un référendum pour approuver le second plan de sauvetage. « Laissons chaque Grec décider, avec un bulletin de vote. L'heure est venue pour le citoyen de répondre de manière responsable. Veut-il l'adoption d'un nouvel accord ou le rejette-t-il ? Si le peuple ne le veut pas, il ne sera pas mis en œuvre. S'il le veut, nous avancerons. »

Le référendum, annoncé pour janvier 2012, doit être appuyé par un vote de confiance au Parlement qui doit intervenir le 4 novembre. Seuls quelques ministres ont été avertis préalablement. « Le ciel nous est tombé sur la tête », explique une députée du Pasok, Sophia Ginnaka.

LE 1ER NOVEMBRE

Cette annonce déclenche immédiatement la panique dans les capitales européennes. Les Bourses dévissent : - 5 % à Paris, - 5 % à Frankfort, - 6,3 % à Athènes, - 6 % à Milan. Les responsables européens et ceux du FMI paniquent. Christine Lagarde (FMI), estime que cette annonce « crée une incertitude profonde ».

Un proche de Sarkozy déclare : « Le geste des Grecs est irrationnel et de leur point de vue dangereux. » Un autre ajoute : « Les banques ne signeront jamais rien avant le référendum et les Européens ne verseront pas

d'aides tant que la situation n'est pas clarifiée. En clair, si la Grèce n'a pas de quoi tenir financièrement d'ici au référendum, elle va faire défaut. »

« Comment imaginer que le Bundestag allemand va voter l'octroi d'aides supplémentaires à la Grèce », s'inquiète Le Monde (31 octobre) qui parle d'un « coup de poker à plus de 200 milliards d'euros ».

Rainer Brüderle, le président du groupe parlementaire du FDP (libéral), partenaire de la CDU, s'indigne : « Les autres pays consentent à des sacrifices considérables pour des décennies de mauvaise gestion et de faible gouvernance en Grèce. »

LA CRISE S'ACCÉLÈRE DANS LE PARTI SOCIALISTE GREC (PASOK) DE PAPANDRÉOU

Six membres du conseil national du Pasok (proches de Kostas Simitis, ancien Premier ministre) demandent la démission de Papandréou et se prononcent pour « un gouvernement politique légitime et un projet de renouveau national ».

De plus, une députée de la majorité « socialiste » démissionne du Parlement pour protester contre la tenue du référendum, ce qui réduit à 152 sur 300 la majorité du gouvernement.

A droite, le responsable de Nouvelle démocratie, Antonis Samaras, qualifie Papandréou de « dangereux ». « Il ne peut pas gouverner et au lieu de se retirer de manière honorable, il

dynamite tout », ajoute-t-il.

Le Financial Times (1er novembre) cite un haut fonctionnaire de Bruxelles qui avait observé que « Monsieur Papandréou avait manifesté peu d'enthousiasme face aux conditions de l'accord de Bruxelles le 26 octobre dernier ».

Les présidents de l'Union européenne et de la Commission européenne, Hermann Van Rompuy et José Manuel Barroso disent avoir « pleine confiance dans le respect par la Grèce de ses engagements à l'égard de la zone euro malgré l'annonce d'un référendum ».

L'agence de notation Fitch indique qu'« un non menacerait la viabilité de la zone euro ». Nicolas Sarkozy téléphone à Angela Merkel. Ils se déclarent tous deux déterminés à faire appliquer le plan de sauvetage de la Grèce.

Ils ont souhaité l'adoption rapide d'une « feuille de route » pour assurer l'application de ce plan.

Ils sont convenus de se retrouver le 2 novembre, à Cannes, d'abord avec le FMI et l'Union européenne, puis avec les autorités grecques, à la veille du sommet du G 20, « afin de prendre toutes mesures nécessaires pour la mise en œuvre dans les meilleurs délais de l'accord conclu le 27 octobre à Bruxelles ».

Nicolas Sarkozy décide d'organiser à l'Élysée, à 17 heures, le 1er novembre, une réunion interministérielle. ■



Photo AFP

ILS ONT DIT

Le Parti communiste de Grèce (KKE) a publié un communiqué qui indique : « A bas le gouvernement. Des élections flagrantes et au terrorisme idéologique aux dépens du peuple grec. Le chantage ne passera pas » et qui se conclut ainsi : « La classe ouvrière et les couches populaires doivent imposer les élections et les accueillir avec des mobilisations de masse dans tout le pays. Par leur action et leur vote, elles doivent porter un coup puissant au système politique bourgeois, ouvrir la voie au renversement de la politique antipopulaire, du pouvoir et des monopoles » (ANA, 1er novembre 2011).

Alexis Tsipras, président du groupe parlementaire de Syriza (coalition dont le principal parti est Synaspismos), a parlé « d'artifice pour que le gouvernement gagne du temps au pouvoir ». Il a dénoncé « un coup de dés très dangereux » pour le pays et demandé un recours immédiat aux urnes (ANA, 1er novembre 2011).



INTERVIEW

« Les manifestations des 19 et 20 octobre, comme ce qui s'est passé lors des défilés du 28, ont joué un rôle de catalyseur »



Hélène Zografaké-Telemè, membre du bureau exécutif du syndicat des enseignants du secondaire (OLME), oratrice à la tribune du meeting internationaliste du 1er octobre à Paris nous explique.

soir l'organisation d'un référendum national. Officiellement, il s'agit d'approuver l'accord conclu la semaine dernière par les Européens (...). Mais dans les faits, la marge de manœuvre de Georges Papandréou était trop restreinte pour que le gouvernement puisse continuer d'appliquer les réformes. » Et Le Figaro de citer un analyste grec : « Le pays est paralysé depuis plus d'un mois. D'un côté l'ensemble de la classe politique demande des élections, de l'autre, il y a la rue. Entre les grèves du zèle et ceux qui ralentissent l'activité, plus personne ne travaille. Il faut y ajouter ceux qui n'ont plus les moyens de payer leurs factures, et la violence dans le comportement des gens qui n'ont plus rien à perdre. »

« LES GRECS RISQUENT D'Y VOIR UN PLÉBISCITE ET D'ALLER VOTER NON »

« Pour la première fois depuis le retour de la démocratie en Grèce en 1974, le défilé de la fête nationale a été annulé dans quinze villes. A Thessalonique, dans le nord du pays, des dizaines de Grecs ont jeté des œufs et des projectiles sur les officiels, obligeant Carolos Papoulias, le président de la République, à quitter les lieux. » Telles sont les conditions dans lesquelles Papandréou a annoncé la possibilité de tenir un référendum. « Malheureusement, les Grecs risquent d'y voir un plébiscite et d'aller voter "non", s'alarme un député de gauche sous couvert de l'anonymat », cité par le quotidien. On ne saurait mieux exprimer l'inquiétude qui étreint en ce moment même les sommets de l'Union européenne et du FMI... **Article bouclé à 18 heures** ■

Hier, je vous ai promis de donner des informations sur la semaine qui vient de s'écouler, du point de vue des syndicats, et sur les défilés de la fête nationale du 28 octobre. Aujourd'hui, comme vous le savez, il y a une nouvelle donne avec le vote de confiance que demande le Premier ministre à l'Assemblée (le vote final aura lieu le vendredi 4 novembre), ainsi que le référendum sur le prêt décidé à Bruxelles le 26 octobre. Les manifestations des 19 et 20 octobre, comme ce qui s'est passé lors des défilés du 28, ont joué un rôle de catalyseur dans ces décisions. La colère et l'indignation du peuple s'intensifient jour après jour. Les milliers qui ont pris part aux manifestations du 28 octobre et qui ont transformé spontanément les défilés officiels en manifestations et en soulèvement populaire sont révélateurs du climat actuel. A Thessalonique, le résultat de cette irruption a été l'annulation du grand défilé militaire et le départ précipité du président de la République. Dans toutes les grandes villes de Grèce, de la Crète à Corfou, de Kalamata à Drama, les représentants gouvernementaux ont dû être évacués par les forces de police, et la foule rassemblée criait des slogans contre les mémorandums, la politique du gouvernement, la

troïka, et annonçait que le peuple grec disait à nouveau « non » (le 28 octobre est le jour commémorant le « non » du peuple grec à l'invasion des troupes fascistes italiennes en 1940). Dans cette situation, notre syndicat OLME a joué un rôle important, comme tous les jours précédents. Les médias ont largement relayé la décision de l'assemblée générale des présidents de nos unions régionales (ELME) : « Les professeurs qui accompagnent leurs élèves devront défilé avec des brassards noirs en signe de deuil devant la situation de l'Education nationale et les mesures qu'a prises le gouvernement contre le monde du travail. » Le ministère de l'Education a menacé les enseignants de sanctions disciplinaires s'ils mettaient en application cette décision et il a engagé une campagne accusant OLME de ne pas respecter la fête nationale. Cela a créé un climat propice aux manifestations spontanées des citoyens, qui ont pris des formes multiples et diverses dans les défilés du 28 octobre. La décision du Premier ministre d'aller vers un référendum et les développements violents d'aujourd'hui pour la démission du gouvernement avant la fin de l'après-midi changent la donne.

Propos recueillis, le 1er novembre, à 15 h 35

ÉDITORIAL

Aucun consensus, aucun accompagnement n'est possible

Jean Markun
Secrétaire national du POI

A la suite de notre décision prise au niveau national, notre meeting départemental (Moselle) a lieu le jeudi 10 novembre 2011, à Hayange. A son ordre du jour, le dossier sidérurgie (ArcelorMittal) et le dossier « Alpha Santé » — hôpital d'Hayange — menacé de démantèlement. Si ces deux dossiers « gagnent » leur priorité, il sera également évoqué les questions de la « réforme territoriale », de l'école, et les questions internationales.

Le dossier « menace de fermeture de ce qui reste de la sidérurgie lorraine » comme la question de l'hôpital d'Hayange ont généré inquiétudes et colère pour les populations proches de ces installations ; pour la sidérurgie, la question a pris une dimension nationale et internationale ; pour l'hôpital, c'est tout le département (et au-delà) qui se trouve sensibilisé.

Si l'on devait établir une hiérarchie de la situation, l'hôpital intervient après le « choc sidérurgique », et décuple l'inquiétude et le sentiment de colère. Le maire d'Hayange (PS), président du conseil d'administration de l'établissement, s'est fait huer par les salariés au moment où il tentait de justifier le démantèlement. Son intervention consensuelle n'est pas passée. Depuis, dans la ville, dans les localités environnantes, « on pétitionne », les populations se saisissent de la démarche, une masse de signatures est en passe d'être collectée. Le POI en fait partie, à l'initiative dans les rassemblements, sur les marchés et dans les localités.

La gravité des deux dossiers est le résultat de la crise du système, le résultat des décisions d'austérité, de la politique de réduction des déficits déclinée localement. Même si tous ne saisissent pas la relation, cependant « les gens sentent » plus ou moins confusément la relation avec le climat ambiant généré par la politique du gouvernement Sarkozy. Le bon accueil des salariés et de la population nous le prouve ! Pour l'instant, c'est le débat, l'échange d'informations, mais les quelques rassemblements qui ont eu lieu laissent augurer une mobilisation plus importante.

Ce qui vient de se passer à Bruxelles au récent sommet européen doit nous conforter dans notre démarche d'opposition radicale aux mesures d'austérité, à la dette. Ce que nous avons prévu, en annonçant que « les gouvernements européens programment encore plus d'austérité » vient de se vérifier. Le peuple grec est contraint à subir les mesures d'austérité, malgré « l'annulation » d'une partie de la dette. En plus, ce sont tous les pays de la zone euro qui vont être soumis à une « règle d'or », c'est-à-dire l'austérité institutionnalisée !

C'est l'Union européenne qui décrète la supranationalité. Les différents commentateurs ajoutent le fait qu'il manque aux décisions une gouvernance européenne !

Au travers des décisions prises, d'évidence, « on » pousse à renforcer l'édifice européen. La construction de l'Union européenne en termes de bilan n'est que destructions pour les travailleurs et reculs sociaux. Continuer dans ce sens, les décisions prises le prouvent, nous dirige vers un recul de civilisation. Notre démarche de rupture avec l'Union européenne est justifiée, confortée.

En conséquence, aucun consensus, aucun accompagnement n'est possible, quel que soit le dossier : services publics, école, communes, sidérurgie, hôpitaux, santé... ! Il n'est pas question, comme l'exprime la confédération CFDT, de rechercher ensemble, patronat, syndicats et gouvernement, des solutions communes. C'est insensé !

Oui, la dette n'est pas celle du peuple ! Annulation ! Non au nouveau plan de renflouement des banques, non à la « règle d'or », non à la dictature de la troïka !

(1) Synaspismos : parti issu du Parti communiste de Grèce.

Chronique

POLITIQUE

L'énie
sauvetage de
l'euro n'aura pas
tenu cinq jours

Yan Legoff

Ce devait être le dixième ou onzième sommet de « sauvetage » de l'euro (on ne les compte plus), depuis l'ouverture de la crise grecque, début 2010. L'accord obtenu à l'arraché, dans la nuit du 26 au 27 octobre, à Bruxelles, n'aura pas tenu cinq jours.

Le 31 octobre au soir, le Premier ministre grec, Georges Papandréou, miné par la crise politique et la révolte sociale, a annoncé la tenue d'un référendum sur cet énième plan. Et cela a tout fait volé en éclats, à quelques jours du sommet du G 20 à Cannes. L'Union européenne devait pourtant y présenter, sur injonction expresse du gouvernement américain, un plan complet de remise en ordre de la zone euro.

L'affolement saisit tous les états-majors gouvernementaux, tous les centres financiers, dans le monde entier.

Envoyé, le laborieux plan de « défaut ordonné » de la Grèce, concédé du bout des lèvres par les grandes banques, par une nouvelle décote partielle de leurs créances sur ce pays.

Envoyé, l'aménagement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) par un montage emprunté aux techniques les plus sophistiquées de la spéculation financière. Il devait pourtant, nous assurait-on, conjurer l'extension de la crise à l'Italie, dernier rempart à une contagion de la France ! Ne reste que l'engagement de gouvernements « à poursuivre leurs politiques d'assainissement budgétaires et leurs réformes structurelles » (communiqué du sommet européen).

« Les dégâts de la crise sont encore à venir. C'est maintenant que sonne véritablement l'heure de la rigueur », résume le quotidien patronal *Les Echos* (28 octobre), qui réclamait, deux jours plus tôt, « un nouveau plan Juppé » en France contre la Sécurité sociale.

Mais les travailleurs de Grèce, de France et de tout le continent, n'ont pas dit leur dernier mot. « La crise de l'Europe est grave, la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'alarmait l'éditorial du journal *Le Monde*, à l'ouverture du sommet (26 octobre). Cette crise est économique et sociale — la récession menace — mais pas seulement. Elle est profondément politique, ce dont témoignent les mouvements de défiance, voire de révolte, qui s'expriment régulièrement sur le "Vieux" continent. »

Ce journal n'imaginait sans doute pas à quel point cela se vérifierait si rapidement.

Un deuxième plan d'austérité
annoncé dans les prochains jours

C'est désormais une certitude. Le gouvernement présentera dans les prochains jours, après le sommet du G 20, à Cannes (3 et 4 novembre), un nouveau plan de rigueur de « 6 à 8 milliards d'euros », qui sera intégré lors de la deuxième lecture du projet de budget 2012. C'est Nicolas Sarkozy lui-même, de retour du sommet de crise de l'Union européenne, le 27 octobre, qui l'a confirmé à la télévision.

Qui paiera ce nouveau tour de vis ? A n'en pas douter, le gouvernement tentera de jouer l'argument de la « justice ». Il serait déjà décidé que l'impôt sur les bénéfices des plus grandes entreprises passerait provisoirement de 33 % à 36 %. La mesure rapporterait un petit milliard (représentant un centième des profits du CAC 40). Le reste, c'est-à-dire l'essentiel (cinq à sept milliards), serait pris dans les poches des travailleurs ou en taillant dans les services publics. Voici les mesures envisagées détaillées par la presse ces derniers jours.



HAUSSE DE LA TVA

Le taux réduit (actuellement de 5,5 %), applicable notamment aux produits alimentaires, à la restauration et à l'hôtellerie, aux travaux dans les logements, serait dans le collimateur, pour passer à 7 %, voire 9 %, pour une partie au moins de ces catégories.

RÉDUCTION
DES DÉPENSES DE SANTÉ

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoit une progression de 2,8 % pour 2012. Ce taux pourrait être abaissé à 2,5 %, selon *Le Journal du dimanche* (30 octobre).



ALLOCATIONS FAMILIALES

Pas d'augmentation au 1^{er} janvier 2012. Le ministre du Budget, Valérie Pécresse, l'a d'ores et déjà annoncé, le 27 octobre, à l'Assemblée nationale : les allocations familiales ne seront revalorisées que le 1^{er} avril 2012. Ce décalage de trois mois privera les familles de cent trente à cent quarante millions d'euros.

DIMINUER LES DÉPENSES
DES COLLECTIVITÉS
LOCALES

Toujours selon ce journal, le gouvernement envisagerait de contraindre les collectivités locales à limiter leurs dépenses, pour un montant de quatre milliards d'euros. Leurs dotations, servies par l'Etat, ont déjà été diminuées de deux cents millions par le précédent plan de rigueur d'août dernier.

BAISSER ENCORE
LE BUDGET
DES MINISTÈRES

« Après la Sécu, c'est l'autre grand gisement d'économies sur les dépenses », indique le JDD.

L'agriculture, laboratoire
pour la TVA "sociale"

Gérard Lorigny

Qu'est-ce que la TVA sociale ? Elle consiste à exonérer le patronat du paiement de ses charges sociales et de les faire payer par les consommateurs en augmentant la TVA sur les produits agricoles.

Au 1^{er} janvier 2011, le gouvernement a déjà exonéré les employeurs agricoles de toutes leurs charges sociales pour leurs employés « saisonniers ». Il vient de donner son accord pour étendre cette exonération à tous les emplois agricoles, saisonniers et en CDI, pour début 2012. Pour compenser, il a décidé d'instaurer une taxe sur les boissons contenant du sucre ou des édulcorants. Coût : 240 millions d'euros pour les consommateurs. « Pour moitié, la taxe (...) va contribuer à l'allègement du coût du travail permanent dans le secteur agricole, qui souffre d'un manque de compétitivité face à nombre de ses concurrents. (...) Fillon en avait fait la promesse (...) lors du congrès annuel de la FNSEA », rappelle le journal local *Le Petit Bleu du Lot et Garonne* (6 octobre).

Chacun comprend bien que ce « laboratoire » agricole préfigure une refonte totale du financement de la Sécurité sociale. Quels sont les industriels qui ne sont pas soumis à la même concurrence internationale ?

Lors de sa conférence de presse, Sarkozy a expliqué : « Il faudra poser, et c'est sans doute une question de mois, la question du financement de notre protection sociale. Il faudra sans doute y faire participer les importations » (les importations sont touchées par la TVA sociale comme tous les autres produits — NDLR). Et *Le Figaro* ne s'y trompe pas : « En deux phrases, le chef de l'Etat a fait comprendre que la TVA sociale figurerait probablement en bonne place dans son programme, lors de la campagne présidentielle. »

Obama dicte ses volontés à l'Europe

Photo AFP



Nicolas Sarkozy s'entretenant avec Barack Obama, en septembre 2011.

Dès le lendemain du sommet européen, et à une semaine du sommet du G 20, le président américain, Barack Obama, livrait aux dirigeants européens leur feuille de route, dans une tribune intitulée « Maintenant, un pare-feu pour stopper l'extension de la crise européenne » et publiée par le *Financial Times* (28 octobre), le journal de la Bourse de Londres.

« Tout d'abord, étant l'économie la plus grande du monde, les Etats-Unis continueront de diriger », lance Obama. Et de donner ses ordres : « Deuxièmement, la crise en Europe doit être résolue le plus rapidement possible. Cette semaine, nos alliés européens ont fait des progrès importants dans une stratégie pour restaurer la confiance sur les marchés financiers européens, établissant de solides fondations sur lesquelles on peut construire. Etant donné l'étendue du défi et la menace qui pèse sur l'économie mondiale, il est important que cette stratégie soit appliquée avec succès — y compris par l'instauration d'un pare-feu qui empêcherait la crise de s'étendre, et qui renforcerait les banques européennes, ouvrant une voie durable à la Grèce et répondant aux problèmes structurels au cœur de cette crise. »

« Troisièmement, poursuit Obama, chaque nation doit faire son devoir pour s'assurer que la croissance mondiale soit équilibrée et durable (...). Pour certains pays, cela signifie se confronter à leurs propres défis budgétaires. »

Un appel implicite à l'aggravation des plans d'austérité et de destruction des conquêtes sociales en Europe. Soixante-douze heures plus tard, le « pare-feu » (l'accord conclu à Bruxelles) s'effondrait, comme conséquence directe de la révolte des travailleurs grecs...

Chronique

INTERNATIONALE

"L'Otan mine le Sahel"

Lu dans le quotidien algérien *El Watan* (26 octobre 2011)

La menace terroriste, qui plane depuis des années déjà sur la région du Sahel, s'aggrave dangereusement. Tous les analystes sont unanimes sur ce point. Les Etats de la région sentent l'imminence du danger. Les hordes djihadistes, visiblement revigorées par le pourrissement du conflit libyen, montrent leurs crocs. Accrochages répétitifs avec l'armée tunisienne, attentats meurtriers en Algérie, enlèvement de ressortissants étrangers, tension au nord du Mali, mouvements suspects au Niger, atmosphère pesante en Mauritanie et au Tchad..., l'islamisme armé sort ses griffes et s'apprête à l'attaque. Les pays de la bande sahélo-saharienne sont dans l'œil du cyclone. Tous les efforts communs accomplis précédemment pour la sécurisation de ce vaste territoire désertique de huit millions de kilomètres carrés ont été annihilés par la prolifération des armes libyennes et les effets collatéraux de l'intervention atlantique dans ce pays.

« La crise libyenne a transformé le Sahel en poudrière », constate le ministre nigérien des Affaires étrangères, Mohamed Bazoum, lors d'une récente visite à Alger. Au tout début du conflit interne en Libye, Maâmmar Kadhafi avait volontairement ouvert ses arsenaux aux quatre vents pour compliquer la tâche de la rébellion. Des milliers de missiles sol-air, des tonnes d'armes lourdes et légères ont curieusement disparu des hangars de l'armée libyenne, avouent aujourd'hui les autorités transitoires du CNT (*Conseil national de transition — NDLR*). L'intervention ultérieure des forces de l'Otan a accentué davantage la situation avec le largage des armes françaises à Djebel Nafoussa en violation de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. L'utilisation anarchique des millions d'euros — voire des milliards — et des centaines de véhicules tout-terrains offerts à la rébellion libyenne par les pays occidentaux et les monarchies pétrolières du Golfe a visiblement bien profité aux réseaux terroristes qui ont récupéré aussi une bonne partie de cette « aide généreuse » qui tombe du ciel. Déjà infesté de terroristes, de mercenaires, de contrebandiers, de trafiquants de drogues et d'armes, le Sahel est ainsi délibérément précipité dans le chaos. De nombreux diplomates occidentaux, qui se sont récemment rendus en Algérie, ont publiquement montré de sérieuses inquiétudes à ce sujet. Américains, Anglais, Français, Portugais et Italiens craignent une grave détérioration de la situation sécuritaire, mais sans reconnaître ouvertement leurs responsabilités. Les pays du Sahel, qui doutent à juste raison de la bonne foi occidentale, se resserrent les coudes. Les lendemains s'annoncent durs et la tâche beaucoup plus ardue.

Reportage



Tunisie : après les élections à l'Assemblée constituante

Vendredi 28 octobre, vers 20 heures, après la déclaration des résultats des élections à l'Assemblée constituante, quelques dizaines de voitures, avec des militants qui agitent le drapeau d'Ennahda, traversent l'avenue Habib-Bourguiba en klaxonnant, dans l'indifférence des passants. La ville vit comme à son ordinaire. Les résultats de la Constituante laissent comme un goût d'inachevé.

Lucien Gauthier

Après dix mois de révolution, les élections à la Constituante n'ont pas répondu aux attentes du peuple tunisien qui avait imposé la Constituante au gouvernement de transition dans l'objectif d'établir la souveraineté du peuple. Mais ces élections ont été détournées de cet objectif. On a annoncé des chiffres de participation record. Mais la réalité est toute différente.

Malgré un intense pilonnage médiatique pour inciter les Tunisiens à s'inscrire sur les listes électorales, et l'ouverture de listes complémentaires après clôture de ces listes, puis enfin la possibilité de voter simplement avec sa carte d'identité, ce ne sont que trois millions cinq cent mille Tunisiens en âge de voter qui se sont déplacés sur plus de sept millions concernés. Si 45 % des Tunisiens ont fait ce déplacement, de très nombreux bulletins blancs ont été déposés dans les urnes.

Cent vingt partis avaient été légalisés, et dans certains bureaux de votes, on pouvait compter jusqu'à quatre-vingt-cinq listes en présence et donc quatre-vingt-cinq bulletins de vote. La plupart de ces partis étaient inconnus des citoyens. Et pour cause : une grande partie d'entre eux n'étaient qu'une fiction électorale. Le résultat : seuls neuf de ces cent vingt partis se retrouvent avec des élus à l'Assemblée. Mais la multiplication des listes avec ces cent vingt partis a contribué à la confusion, à l'éparpillement et même au rejet de ces élections pour certains secteurs de la population tunisienne.

La presse de Tunis rapporte que la majorité des jeunes, qui étaient à l'avant-garde de la révolution, ne sont pas allés voter. « Avec ces élections, ils ont voulu nous confisquer notre révolution. C'est une Constituante confisquée et vide de sens », nous explique un étudiant de Tunis.

Il faut noter à ce sujet que des partis connus, comme le PDP et le Forum démocratique, n'ont que dix-sept élus pour le premier et vingt et un pour le second. Tandis qu'un « parti » qui présentait des listes sous le sigle « Initiatives citoyennes », une création d'un ancien responsable islamiste passé à Ben Ali, devenu milliardaire et possédant une chaîne de télévision, vivant à Londres et n'ayant pas mis les pieds en Tunisie pendant toute la campagne, a réussi à faire élire dix-neuf députés (depuis, six ont été invalidés pour cause de financement occulte) avec l'appui des ex-RCD, le parti de Ben Ali.

UN RÉSULTAT ATTENDU

« Ennahda a certes obtenu quatre-vingt-dix élus et on annonce 40 % des voix. Mais la réalité est différente, car il faut bien compter tous les citoyens qui n'ont pas voté et tous ceux qui ont déposé un bulletin blanc. Et là, ce résultat tombe à... 19 %. Plus qu'une victoire d'Ennahda, c'est une faillite pour les partis de gauche, qui non seulement se sont présentés divisés, ont polémique de manière stérile entre eux, et surtout, n'avaient pour seul argument face à Ennahda que la question de la laïcité, sans rien dire des questions vitales posées par la révolution et qui conditionnent la vie immédiate de millions de Tunisiens. Le peuple a été écarté de ces élections », nous dit un syndicaliste.

En discutant avec quelques militants de cette question, l'un d'entre eux explique : « Le chiffon rouge de la laïcité a fait le jeu d'Ennahda. Quand on crève de faim, quand on n'a pas de travail, quand on n'a rien et qu'on vient vous parler de laïcité... » Un autre, étudiant, explique : « A la question posée à ma mère : "Pour qui as-tu voté ?" Elle m'a répondu : "Ennahda." Je lui ai dit : "Mais tu n'es pas islamiste ?" Elle m'a dit alors : "J'ai voté Ghannouchi, car il est musulman." Ce que voulait dire ma mère, c'est qu'il est d'ici, de Tunisie, qu'il ne lui parle pas le langage de l'Occident. Pour beaucoup de Tunisiens, certains partis étaient des partis français, des "francaoui" qui défendaient les intérêts français en Tunisie et pas ceux du peuple tunisien. » Un éditeur de *Sawt Al Oummal* explique : « Nous sommes en Tunisie, au

Maghreb, pas en France qui est l'ancienne puissance coloniale. Et celle-ci, avec les Américains et l'Otan, occupe la Libye voisine. Les Tunisiens ont été marqués par les bombardements du peuple frère de Libye. Des dizaines de milliers de Tunisiens qui travaillent en Libye ont dû revenir, des dizaines de milliers de Libyens, pour fuir les combats, sont entrés en Tunisie. Cela a pesé d'autant plus que certains partis ont appuyé l'intervention militaire en Libye. Tout le monde ici est inquiet des risques pour la région de la situation en Libye. »

LA RÉVOLUTION N'EST PAS FINIE

Chez tous ceux, jeunes, syndicalistes, militants ou même simples citoyens que nous avons rencontrés, la même phrase, la même accusation : les questions posées par le peuple dans la révolution étaient absentes dans les élections à la Constituante. « Ils veulent nous voler notre révolution, mais nous ne nous laisserons pas faire. Ce pour quoi nous combattons depuis dix mois, nous allons continuer à nous battre, dans une nouvelle situation certes, mais nous allons poursuivre. Ceux qui pensent que ces élections à cette Constituante confisquée achèvent le processus révolutionnaire se trompent. Ils se trompent parce que la situation du peuple est intenable et que le nouveau régime est fragile et instable. » De fait, dès le soir des élections et avant même les résultats officiels, Ennahda s'est prononcé pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ennahda s'est adressé en priorité aux partis de la « gauche laïque » et au parti du centre pour former le nouveau gouvernement.

Les négociations sont en cours, certains partis ont donné leur accord pour participer. Loin de « stabiliser » la situation comme l'a prétendu un responsable d'Ennahda, le résultat des élections va encore aiguïser toutes les contradictions. La révolution n'est pas une grande ligne droite, elle avance, recule, fait des zigzags. Une nouvelle étape s'ouvre. Et les grandes puissances avec, à leur tête, les Etats-Unis, appellent de leurs vœux une coalition gouvernementale associant gauche et isla-

Les élections ont été détournées de leurs objectifs. C'est une Constituante confisquée.



Photo AFP

Tunis, avenue Bourguiba, le 20 octobre, deux jours avant les élections à l'Assemblée constituante. Dans certains bureaux de vote, on a pu compter jusqu'à 85 bulletins.

LA PAROLE À...

Un rédacteur de "Sawt Al Oummal" explique l'objectif de son journal

Un rédacteur de *Sawt Al Oummal* précise : « Une nouvelle situation s'ouvre, elle est complexe et, dans le même temps, une série de questions vont se clarifier. Sur les cent vingt partis, beaucoup vont disparaître car ils ne représentent rien. Dans les partis de la "gauche laïque", les interrogations se développent au lendemain des élections. Mais dans Ennahda aussi. La création d'un gouvernement de coalition va encore aiguïser toutes ces contradictions. Car le peuple, avec ses revendications, est là aussi. Et une question apparaît de plus en plus clairement après ces élections : si la classe ouvrière possède son organisation syndicale historique, l'UGTT, elle n'a pas de représentation politique. Ces questions ne vont pas se régler d'un coup de baguette magique mais elles doivent être débattues par les militants ouvriers et syndicalistes. Et l'objectif de la tribune libre de la lutte de classe qu'est *Sawt Al Oummal* est d'aider à ouvrir cette discussion pour grouper, rassembler les travailleurs et les militants qui veulent combattre et s'organiser. Pour ce faire, nous allons, dans quelques jours, dans le numéro 2 de notre bulletin, publier une déclaration politique après les élections. De même, nous sommes en train de construire une délégation représentative avec des militants d'origines diverses, qui se rendra à la conférence d'urgence, à Alger, contre la guerre et la dislocation du Maghreb et du Sahel. » ■

mistes pour faire face à la situation qui s'ouvre. C'est le journal *Le Quotidien* du 29 octobre qui titre en une la déclaration du ministre actuel des Affaires sociales : « *Le consensus national est impératif pour résoudre les problèmes socio-économiques.* »

ÉTATS-UNIS, FRANCE

Un militant nous dit : « *Le soir du résultat, plutôt que de rassurer les citoyens, Ghannouchi a rassuré les marchés.* » En effet, le chef historique d'Ennahda a déclaré dans une conférence de presse vouloir « renforcer l'attrait de la Tunisie aux yeux des investisseurs étrangers ». Le lendemain même du vote, une délégation de la direction d'Ennahda était reçue à la Bourse de Tunis pour rassurer les patrons.

La presse tunisienne a donné de l'importance à la déclaration d'Alain Juppé qui s'inquiétait de la situation. Celui-ci a dit : « *L'aide à la Tunisie sera conditionnée par le respect de la démocratie.* » Le lendemain, dans une conférence de presse, Golden Gray, l'ambassadeur américain en Tunisie, l'a contredit. Selon la presse il a « refusé de commenter les déclarations françaises, tout en ajoutant : "Nous critiquons nos amis sans poser de conditions et nous échangeons les points de vue avec eux car Ennahda n'est pas le Hamas" » (le quotidien *Le Temps*, 29 octobre).

Manifestement, l'administration américaine a apprécié la déclaration du chef d'Ennahda qui a appelé à « rééquilibrer les échanges avec les capitaux internationaux ». (Rappelons que la Tunisie voit 80 % de ces échanges se faire avec l'Union européenne, et principalement la France.) D'ailleurs, le 28 octobre, une délégation de treize patrons américains a débarqué en Tunisie, une nouvelle délégation de dix-neuf patrons américains est annoncée vers le 10 novembre et, le 15 novembre, le Département américain organise une conférence sur le tourisme en Tunisie.

L'INDÉPENDANCE DE L'UGTT

L'un des responsables d'Ennahda a précisé que le moment n'est pas aux revendications mais à l'établissement d'une nouvelle Constitution. Comme si l'on pouvait séparer la discussion sur la Constitution des revendications

immédiates du peuple. « *Si c'est pour inscrire comme une phrase le droit au travail sans que ne change la situation des diplômés chômeurs par exemple, à quoi tout cela peut-il servir ?* », nous dit un jeune diplômé chômeur. « *Comment est-il possible d'établir la souveraineté de la nation sans rompre les liens de subordination avec l'Union européenne et le FMI ? Peut-on prétendre vouloir régler les "problèmes socio-économiques" sans répondre aux attentes des jeunes et des travailleurs ? Mais cela est-il possible en continuant d'appliquer les plans imposés par l'Union européenne et le FMI ? En constituant un gouvernement de coalition dans l'objectif "d'attirer les investisseurs étrangers", on tourne le dos aux revendications des travailleurs en leur imposant la poursuite de ce qui a été fait pendant vingt-trois ans. Voilà pourquoi on s'attaque à l'UGTT* », dit cet éditeur de *Sawt Al Oummal*.

C'est bien là une question centrale. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs si tous les regards se tournent vers l'UGTT. « *L'avenir de l'UGTT suscite des interrogations. Elle défend, encadre et mobilise près de trois millions d'adhérents qui, jusqu'ici, ont résisté tant bien que mal aux tentatives répétées visant à mettre l'organisation sous la coupe respective de Bourguiba et de Ben Ali (...). L'UGTT est face à une nouvelle épreuve au terme de laquelle elle est appelée à préserver cette chère indépendance pour laquelle bien des militants ont sacrifié leur vie (...). C'est en décembre que se tiendra son congrès national* (*Le Temps*, 29 octobre).

Devant le refus des patrons de l'hôtellerie et du tourisme d'ouvrir de véritables négociations sur les salaires, la fédération de l'hôtellerie de l'UGTT appelle à la grève dans ce secteur. Le secteur postal est déjà touché par une grève effective pour des augmentations de salaires.

Ces mouvements partiels expriment un resenti. La hausse récente du coût de la vie, notamment des produits alimentaires, frappe la population. Les nouveaux chiffres du chômage sont tombés : avec l'arrivée des jeunes qui ont quitté l'Université diplômés, il y a 100 000 chômeurs de plus. Les questions posées par la révolution devront, d'une manière ou d'une autre, trouver réponses. ■

Egypte

Préparation de la conférence internationale d'urgence à Alger

“La moitié de la production industrielle était publique au début des années 1990”

Les officiers de police demandent, entre autres, le départ des officiers de police qui ont exercé sous le régime Moubarak



Photo Mai Shaheen

Correspondant

S'emparant de l'appel pour la conférence « contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays, pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations » qui se tiendra à Alger les 3, 4 et 5 décembre, des travailleurs et militants égyptiens ont engagé la discussion. Compte rendu.

R : Depuis le début, j'étais contre l'opération militaire en Libye. Maintenant, c'est l'Otan en Afrique et cela menace tous les pays voisins de la Libye, dont l'Égypte. Je m'étonne de voir des gens de gauche et même des révolutionnaires se féliciter de l'intervention militaire et de cette mort de Kadhafi.

M : C'est vrai, certains révolutionnaires ont dit : « *La fin justifie les moyens.* » Moi, j'ai toujours été contre. L'appel pour une conférence contre l'éclatement des pays de la région est très bien. Mais est-ce qu'il s'agit d'une simple conférence-contre, ou bien en sortira-t-il une coalition ? Si la conférence prend des décisions, elles ne peuvent être mises en œuvre que si une liaison s'établit entre ceux qui y participent.

N : Le Conseil national de transition libyen (CNT) a lui-même demandé le maintien des armées de l'Otan. N'est-ce pas pourri, ça ?

D : Une des premières choses que le président du CNT a dite, c'est que la Libye sera régie par la charia et que toutes les lois qui sont contraires à la charia sont légalement nulles. Où est la démocratie ?

N : Est-ce qu'ils vont faire éclater la Libye ? Ils ont déjà fait éclater le Soudan. La Syrie peut éclater. Ils divisent les pays pour mieux voler leurs richesses. En Égypte, il suffit de voir comment la division entre chrétiens et musulmans est entretenue.

M : Des chrétiens disent qu'il existe un projet pour faire un nord musulman et un sud chrétien. Je connais beaucoup de chrétiens et de musulmans qui signeront l'appel pour cette conférence. Je vais le leur montrer.

N : J'étais devant l'immeuble Maspero (*la télévision d'Etat — NDLR*) le soir du 9 octobre, quand les blindés de l'armée ont foncé sur les manifestants coptes et en ont écrasé dix-sept. C'est honteux.

R : Ils éclatent les pays pour voler les richesses mais aussi pour faire travailler les populations avec des salaires de misère et se créer des marchés.

Z : L'ingérence étrangère en Égypte est forte. Les Américains ont versé des milliards à Moubarak depuis qu'il a signé l'accord avec les Israéliens, et ils continuent à verser.

H : L'Agence américaine pour le développement aussi a donné beaucoup d'argent pour que le gouvernement privatise. La moitié de la production industrielle et 90 % des banques et assurances étaient publiques au début des années 1990.

Le FMI et les créanciers internationaux ont exigé des privatisations.

Moubarak a privatisé tout ce qu'il a pu, comme en Europe de l'Est et en URSS après l'effondrement des régimes.

N : Les grèves et les manifestations n'arrêtent pas en Égypte. Les conducteurs de bus, les employés d'Egypt Telecom, les médecins, les professeurs. En ce moment, ce sont les policiers qui sont en grève.

Je suis allé les soutenir. Ils étaient des milliers près du ministère de l'Intérieur pour le deuxième jour. Ils veulent des augmentations de salaires, le départ des officiers de police qui ont exercé sous le régime Moubarak et la démission du ministre de l'Intérieur. J'en avais les larmes aux yeux de les entendre lancer les slogans.

Z : Je participerais bien à la conférence. C'est une initiative anti-impérialiste et anticapitaliste qui tombe bien. Je pense qu'il faut que dans la délégation égyptienne il y ait un journaliste. Les médias ont été verrouillés sous Moubarak et cela n'a pas changé.

M : Il faudrait une délégation représentative de tous les courants qui défendent les droits sociaux et la justice sociale, des syndicalistes, des représentants des partis, des militants politiques. Il faut qu'on organise cela. ■

EN BREF

Le gouvernement fait appel de la décision du tribunal de nationaliser trois entreprises

Le gouvernement va faire appel de la décision du tribunal administratif du conseil d'Etat du 21 septembre d'annuler les privatisations des entreprises Textile Misr Chebin al-Kom, Tanta pour le lin et des chaudières à vapeur Nasr, et de les restituer à l'Etat. C'est ce qu'a annoncé le ministre des Finances et vice-Premier ministre, Hazem el-Beblaoui, provoquant la colère des travailleurs qui veulent que leurs entreprises reviennent aux mains de l'Etat.

Le ministre prétexte de difficultés à les renationaliser, vu qu'elles ont été revendues à plus d'un investisseur après leur privatisation initiale.

Depuis le jugement du tribunal, le gouvernement ne cesse d'affirmer que « *le pays ne fera pas marche arrière sur son engagement dans l'économie de marché.* »

Sa décision de faire appel, alors que le tribunal doit juger d'autres cas encore, vise à faire pression sur la cour et à montrer aux investisseurs qu'il entend maintenir, à tout prix, « *un climat propice aux investissements privés.* » ■